



Assemblée générale

Distr. générale
3 octobre 2013

Original: français

Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés Soixante-quatrième session

Compte rendu analytique de la 669^e séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mardi 1^{er} octobre 2013, à 15 heures

Président(e): M^{me} Arango Olmos

Sommaire

Déclaration liminaire du Haut-Commissaire

Débat général

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 15 h 10.

1. *Les participants sont invités à regarder un court métrage consacré aux activités du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) sur le terrain.*

Déclaration liminaire du Haut-Commissaire

2. **M. Guterres** (Haut-Commissaire pour les réfugiés) dit que le HCR et ses partenaires sont sollicités à la limite de leurs capacités du fait de la tragédie en République arabe syrienne et de la persistance d'autres crises dans le monde. En 2012 et 2013, le HCR a déployé plus de 840 personnes en missions d'urgence dans le monde et, pour la seule année écoulée, environ 130 ponts aériens ont permis de livrer 12 000 tonnes d'articles d'urgence, soit environ quatre fois plus qu'en 2010. Les appels lancés pour faire face aux nouvelles crises et aux autres besoins imprévus ont permis de recueillir presque 700 millions de dollars des États-Unis en 2012 et 1,4 milliard de dollars en 2013.

3. Six facteurs ont permis au HCR et à ses partenaires de fournir protection et assistance à autant de personnes: premièrement, la générosité des pays hôtes et des communautés locales, à 80 % en situation de développement; deuxièmement, l'appui financier des bailleurs de fonds, tant au niveau des contributions volontaires (2,3 milliards de dollars en 2012) que de l'appui du secteur privé (passé de 21,7 millions de dollars en 2006 à 170 millions en 2013); troisièmement, les partenariats, notamment avec le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale, ainsi que ceux noués dans le cadre de la mise en œuvre sur le terrain de l'Agenda transformatif et de la poursuite du Dialogue structuré avec les organisations non gouvernementales (ONG) partenaires et les Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. À ce titre, le Plan d'action régional en faveur des réfugiés syriens est un test grandeur nature de bon nombre des mesures prises en matière de partenariat.

4. Quatrièmement, l'efficacité de l'action menée est liée aux résultats de la réforme interne du HCR, qui a entraîné, entre 2006 et 2012, une diminution des dépenses du Siège de 14 à 8 % des dépenses globales, et des dépenses de personnel de 41 à 26 %. Bien que les opérations aient doublé depuis 2006, les effectifs ont augmenté de 13 % au niveau mondial et diminué de 32 % à Genève. Le HCR a, depuis 2006, accru sa capacité d'intervention urgente dans un délai de soixante-douze heures de 250 000 à 600 000 bénéficiaires. La modernisation de la gestion des ressources humaines se poursuit, notamment par le biais des activités du Centre d'apprentissage global de Budapest. Cinquièmement, l'accent mis sur l'innovation permet de faire plus avec moins. Les projets incluent par exemple la mise au point d'une unité de logement provisoire avec la Fondation IKEA et son expérimentation en Éthiopie et en Iraq et le projet d'accès à la technologie communautaire offrant des possibilités d'éducation et de moyens d'existence en ligne pour les réfugiés grâce au télétravail et au paiement mobile. Une plate-forme communautaire, appelée *UNHCR Ideas*, a été créée pour recueillir davantage de propositions. Enfin, aucune réalisation n'aurait été possible sans le dévouement et le professionnalisme du personnel du HCR, malgré les conditions difficiles dans lesquelles il travaille.

5. **M. Guterres** dit sa profonde préoccupation face au phénomène de la mondialisation des populations réfugiées, à savoir l'éparpillement d'une même communauté dans des dizaines de pays, qui tend à produire les situations d'exil les plus prolongées. Le phénomène le plus visible concerne les Afghans et les Somaliens. Même si 5,7 millions de réfugiés afghans sont rentrés chez eux depuis 2002, plus de 2,6 millions d'Afghans étaient encore dispersés dans 82 pays fin 2012. La Stratégie de solutions pour les réfugiés afghans, lancée en 2012, inclut les Gouvernements afghan, iranien et pakistanais, et le HCR. Axée sur la réintégration durable en Afghanistan, elle prévoit un appui aux communautés hôtes. Quant aux réfugiés somaliens, plus de 1,1 million d'entre eux sont

enregistrés dans 109 pays. Même si les progrès encourageants récemment enregistrés en Somalie ont suscité le retour spontané de milliers de déplacés internes, de Somaliens de la diaspora et de réfugiés, depuis le début de l'année, le pays compte 50 000 nouveaux déplacés internes et plus de 20 000 nouveaux réfugiés. Le HCR va accorder un appui plus systématique aux retours spontanés et travailler avec la Somalie et les principaux pays d'accueil pour assurer le succès d'une initiative globale pour les réfugiés somaliens.

6. Au cours de l'année écoulée, plusieurs problématiques et tendances en matière de protection ont été observées, à savoir les risques et les dangers auxquels sont exposés les réfugiés, les demandeurs d'asile et les personnes prises dans des flux migratoires mixtes, l'augmentation des mouvements maritimes irréguliers, les pressions croissantes qui pèsent sur l'institution de l'asile, également dans les pays développés, et la priorité plus forte accordée à la lutte contre la violence sexuelle et sexiste, notamment par le biais de l'initiative du Royaume-Uni sur la prévention de la violence sexuelle dans le conflit. En outre, depuis la réunion ministérielle de 2011 sur l'apatridie, des progrès encourageants en la matière ont été accomplis: 29 pays ont adhéré aux deux conventions y relatives et des réformes importantes sur la nationalité ont été menées à bien en Côte d'Ivoire, en Fédération de Russie, au Sénégal et au Zimbabwe. Le soixantième anniversaire de la Convention relative au statut des apatrides sera l'occasion de s'intéresser aux effets quotidiens de l'apatridie, comme le montre bien le triste sort des Rohingyas au Myanmar dont un nombre toujours croissant s'embarque pour des traversées périlleuses vers d'autres pays. L'éradication de l'apatridie en une décennie est un objectif ambitieux que le Haut-Commissaire croit néanmoins pouvoir atteindre avec le concours de tous.

7. Le Haut-Commissaire évoque la difficulté à mobiliser des fonds pour les opérations relatives aux déplacés internes. C'est l'une des raisons pour lesquelles les participants au Dialogue de décembre 2013 sur les défis en matière de protection examineront les lacunes persistantes et les solutions possibles concernant la protection des déplacés internes. Par ailleurs, le HCR travaille de plus en plus avec des institutions nationales et des organisations communautaires pour mettre en œuvre des approches plus intégrées pouvant ancrer l'action en faveur des réfugiés dans le cadre plus large des efforts nationaux et locaux de développement. Le HCR a élargi son programme de distribution de sommes en espèces, qui permet aux réfugiés de retrouver un semblant de vie normale, tout en stimulant l'économie locale et en permettant à l'opinion publique d'avoir une autre image des réfugiés.

8. La recherche de solutions durables pour les réfugiés et les personnes déplacées reste le but ultime du HCR et son plus grand défi. Même si, l'année dernière, le nombre de nouveaux réfugiés a encore dépassé celui des personnes qui ne sont plus déplacées, il existe des exemples encourageants, par exemple au Népal, où plus de 100 000 réfugiés du Bhoutan ont été acheminés aux fins de réinstallation depuis 2007, en Afrique, où plus de 300 000 Angolais, Libériens et Rwandais ont pu rentrer dans leur pays, dans les Balkans et en Amérique. Dans plusieurs régions, l'utilisation de cadres migratoires juridiques pourrait offrir aux réfugiés de longue date une issue de secours en l'absence de solutions traditionnelles durables. Le manque de ressources exige une meilleure utilisation des fonds aux dépens de mesures perpétuant la dépendance à long terme à l'égard de l'aide.

Débat général

9. **M^{me} Zappia** (Observatrice de l'Union européenne) dit que le HCR doit continuer d'œuvrer dans le cadre du Comité permanent interorganisations, sous l'égide du Coordonnateur des secours d'urgence. En juin 2013, l'Union européenne a adopté les derniers textes instituant le régime d'asile européen commun en vue de garantir aux centaines de milliers de demandeurs d'asile un traitement efficace, juste et équitable. Outre l'exécution des programmes de protection régionaux, l'Union européenne a mis en place un

programme européen commun de réinstallation pour 2013 visant à offrir des solutions durables aux réfugiés du monde entier.

10. **M. Comissário** (Mozambique), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, salue la personnalité et l'action de Sœur Angélique Namaika, lauréate 2013 du prix Nansen. Il prend note avec satisfaction de l'intégration de la Côte d'Ivoire au groupe de pays où sera mise en œuvre, à titre expérimental, la décision relative aux solutions durables du Comité des politiques de l'ONU, exprime sa profonde gratitude pour l'assistance offerte aux réfugiés en Afrique et salue l'organisation, par l'Union africaine et le HCR, d'un colloque sur la nationalité, la prévention de l'apatridie et la prévention des conflits en Afrique.

11. **M. Robelo Raffone** (Nicaragua), s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), dit que le Nicaragua a ratifié, en 2013, la Convention relative au statut des apatrides et que de nombreux pays de la région ont mené diverses activités en matière de protection et d'asile, notamment le Costa Rica, le Panama et le Brésil, qui ont élaboré d'importantes stratégies visant en particulier à régulariser la situation des réfugiés.

12. **M. Henshaw** (États-Unis d'Amérique) réaffirme l'engagement pris par son pays d'aider les réfugiés syriens, et insiste sur l'importance des principes de solidarité internationale et de partage des responsabilités. Le principe de partage des responsabilités ne saurait être respecté comme il se doit sans une coordination des interventions humanitaires. M. Henshaw évoque à cet égard l'importance de l'échange d'information et de la collaboration avec le système des Nations Unies. Appliquer ce principe suppose également de soutenir la mise en œuvre de l'Agenda transformatif du Comité permanent interorganisations. En application des principes susmentionnés, les États-Unis ont lancé, la semaine précédente, l'initiative «Safe from the start» (*En sécurité dès le début*), dans le cadre de laquelle des fonds seront versés, dans un premier temps, au HCR et au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en vue d'une action humanitaire spécifique, destinée à prévenir la violence sexuelle dès la survenue des situations d'urgence. Les États-Unis ont également versé plus d'un milliard de dollars au HCR en 2013, soit une augmentation de près de 300 millions de dollars par rapport à 2012. Toujours en 2013, ils ont également autorisé la réinstallation de près de 70 000 réfugiés sur leur territoire.

13. **M. Muyej Mangeze Mans** (République démocratique du Congo) déclare que la République démocratique du Congo (RDC) n'épargne aucun effort pour mettre fin aux souffrances des populations de l'est du pays et permettre ainsi le rapatriement des ressortissants congolais réfugiés dans les pays voisins et de plus de 2,6 millions de déplacés internes. Attachée au principe du partage des responsabilités, elle a accueilli, début 2013, des ressortissants centrafricains qui avaient fui à la suite des événements survenus dans leur pays. La RDC a également été enjointe par la communauté internationale d'ouvrir un couloir humanitaire pour laisser passer toutes les personnes fuyant le Rwanda, y compris les membres des groupes armés. Elle continue à ce jour à en payer le prix, puisqu'aucune solution durable n'a été trouvée aux problèmes posés par la présence de ces réfugiés en RDC. Le Gouvernement rwandais a demandé que la clause de cessation du statut de réfugié soit appliquée au 30 juin 2013 et une commission tripartite Rwanda-RDC-HCR s'est réunie pour envisager le rapatriement de ces réfugiés. Toutefois, le projet élaboré par la RDC à cette fin, qui a été soumis à l'examen du HCR, peine à trouver un financement adéquat. Le projet de rapatriement des réfugiés angolais se heurte aux mêmes difficultés de financement, alors même que la RDC a accepté d'appliquer la clause de cessation du statut de réfugié. M. Muyej Mangeze Mans prie le HCR de revoir sa position sur ces questions afin d'éviter que ces réfugiés ne se trouvent dans une situation de précarité.

14. **M. Baloch** (Pakistan) tient à souligner que plus de 3 millions de réfugiés afghans résident au Pakistan depuis plus de trente ans. Le rapatriement de ces réfugiés est une des priorités du Gouvernement pakistanais, qui a néanmoins prorogé leur autorisation de séjour

provisoire sur le territoire jusqu'au 31 décembre 2015. Le Pakistan demande instamment à la communauté internationale de s'engager à prendre immédiatement des mesures concrètes en vue de rapatrier ces réfugiés, dont la présence de longue date risque de provoquer des troubles sociaux, au vu des difficultés socioéconomiques auxquelles se heurte la population pakistanaise. À ce jour, l'accueil de ces réfugiés a occasionné des pertes de plus de 200 milliards de dollars des États-Unis. Malgré cela, la communauté internationale n'accorde guère d'attention à la question. M. Baloch déplore notamment le peu de mesures prises en Afghanistan pour favoriser le rapatriement librement consenti des réfugiés.

15. **M. Bošković** (Monténégro) fait savoir que son pays aura ratifié, d'ici à la fin de 2013, la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie, et qu'il a adopté plusieurs documents stratégiques relatifs aux réfugiés et aux déplacés, notamment la Stratégie de résolution durable des problèmes relatifs aux personnes déplacées, y compris aux déplacés internes. Cette stratégie prévoit deux solutions durables: l'intégration au sein de la société monténégrine ou le rapatriement librement consenti dans le pays d'origine. En vertu de la loi relative aux étrangers, les réfugiés et les déplacés peuvent régulariser leur situation juridique au Monténégro. L'État s'efforce de renforcer sa collaboration avec les autorités des pays d'origine afin d'obtenir les pièces d'identité requises à cette fin. Il s'attache également à communiquer directement avec les réfugiés et les déplacés sur le terrain au moyen de campagnes d'information. Avec l'appui de plusieurs partenaires, l'État met également en œuvre un programme régional de logement en faveur, notamment, des réfugiés d'ex-Yougoslavie. Il est déterminé à faire en sorte que les réfugiés ne soient plus logés dans des centres collectifs. Un centre d'hébergement des demandeurs d'asile ouvrira ses portes d'ici à la fin de 2013.

16. **M. Mohamud Ali** (Somalie) fait savoir que son pays est déterminé à mettre tout en œuvre, avec l'appui de la communauté internationale, pour permettre le rapatriement des ressortissants somaliens réfugiés, notamment au Kenya, depuis vingt-trois ans, en toute sécurité et dans le respect de leur dignité. Les Gouvernements somalien et kényan élaborent, avec l'aide du HCR, un cadre juridique tripartite relatif au rapatriement librement consenti de ces réfugiés. Des régions ont également été désignées pour accueillir les déplacés internes.

17. **M^{me} Mukantabana** (Rwanda) dit que son pays compte quatre camps de réfugiés, où sont hébergés au total 75 000 réfugiés et demandeurs d'asile; 99 % sont originaires de la République démocratique du Congo et 80 % sont des femmes et des enfants. L'afflux de réfugiés congolais ne cesse de croître. Depuis avril 2012, plus de 35 000 demandeurs d'asile ont franchi la frontière entre la RDC et le Rwanda. L'État a pris les mesures nécessaires en vue de la construction d'un cinquième camp pour les accueillir. Des mesures sont également prises pour protéger les femmes et les filles réfugiées contre la violence sexuelle et pour fournir un large éventail de services aux réfugiés, notamment scolariser les enfants réfugiés. Le Rwanda est également déterminé à rapatrier tous ses ressortissants réfugiés à l'étranger et a adopté à cet effet la Stratégie de solutions globales pour les réfugiés rwandais.

18. **M. Kaiyamo** (Namibie) fait savoir qu'en vertu de la Constitution namibienne, l'État accorde l'asile aux ressortissants étrangers ayant des motifs raisonnables de croire qu'ils risquent d'être victimes de persécutions fondées sur leurs convictions politiques, leur race, leur religion ou leur appartenance à un groupe social particulier. La politique nationale d'asile a donc été mise en conformité avec la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et la Convention de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique (1969). La Namibie applique les principes de non-refoulement et de rapatriement librement consenti.

19. **M. Guterres** (Haut-Commissaire pour les réfugiés) indique que le HCR appuie pleinement les efforts faits par l'Union européenne en vue de mettre en place un système commun d'asile et un nouveau programme de réinstallation, ainsi que la mise en œuvre, par le Monténégro, de son programme régional de logement. Le HCR entend également apporter son aide au Rwanda en vue de la résolution de tout problème lié à l'application de la clause de cessation. M. Guterres remercie les États-Unis d'Amérique pour leur précieux soutien. Il reconnaît l'insuffisance des mesures prises par le HCR pour aider la République démocratique du Congo à faire face aux problèmes posés par la présence de réfugiés sur son sol et assure l'État congolais que le HCR fera le nécessaire pour y remédier. Il déplore le peu de mesures efficaces mises en œuvre pour assurer l'intégration des réfugiés afghans dans la société pakistanaise et le peu d'aide apporté aux communautés d'accueil. Le HCR s'efforcera de mobiliser davantage la communauté internationale à cet égard.

20. **M. Abdollahi** (République islamique d'Iran) fait savoir que plusieurs millions de réfugiés afghans, qui souhaitent retourner dans leur pays, sont dans l'incapacité de le faire en raison du peu de moyens mis en œuvre pour le leur permettre. Il déplore notamment l'insuffisance des infrastructures et des services de santé, ainsi que la pénurie d'emplois en Afghanistan. Il explique qu'en 2012, seuls 1 272 réfugiés afghans ont fait l'objet de mesures de réinstallation dans un pays tiers. Ces trente dernières années, la présence de réfugiés sur le territoire iranien aura coûté à l'État plusieurs milliards de dollars. M. Abdollahi prie la communauté internationale d'aider l'Iran à mettre en œuvre les mécanismes envisagés à l'occasion de la Conférence de Genève, en 2012, pour assurer le rapatriement librement consenti des réfugiés afghans.

21. **M^{me} Chohan** (Afrique du Sud) s'associe à la déclaration faite par le Mozambique au nom du Groupe des États d'Afrique, et dit que son pays s'est efforcé de remédier à la situation des citoyens sud-africains qui n'avaient pas été enregistrés durant la période de l'apartheid. L'Afrique du Sud compte élaborer des systèmes d'enregistrement biométriques normalisés, avec l'aide du HCR notamment, de façon à permettre l'échange de données entre les pays de la région et du continent africain, ce qui devrait à terme améliorer la situation des groupes de réfugiés en Afrique, parmi lesquels de nombreuses personnes sont en outre victimes de la traite et d'autres pratiques infâmes. Le Gouvernement sud-africain a récemment appliqué la recommandation du HCR sur la cessation en ce qui concerne l'Angola. Dans ce domaine, les obstacles sont toutefois nombreux pour les pays concernés. Il est impératif que le HCR mette en place un mécanisme d'assistance approprié.

22. **M. Béké** (Côte d'Ivoire) souscrit à la déclaration faite par le Mozambique au nom du Groupe des États d'Afrique, et dit que, compte tenu de la charge que représente la réintégration des rapatriés, son pays sollicite une assistance de la communauté internationale. Le Parlement ivoirien a récemment autorisé le chef de l'État à ratifier la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie ainsi que la Convention de 1954 relative au statut des apatrides. Enfin, quelque 10 000 réfugiés libériens ont pu rentrer dans leur pays suite à l'application de la clause de cessation du 30 juin 2012.

23. **M. Linklater** (Canada) engage tous les États à faciliter la protection des réfugiés à l'échelon international et à coopérer à cette fin avec le HCR. Le Canada soutient l'initiative *Light Years Ahead* du HCR, qui vise à améliorer la protection des réfugiés au moyen de solutions novatrices en matière d'éclairage et d'énergie. Pour les réfugiés en situation de déplacement prolongé, le Canada accueille favorablement les programmes novateurs comme l'Initiative pour des solutions transitoires. Le Canada appuie fermement les efforts du HCR tendant à développer les réseaux existants dans les limites des ressources existantes, en particulier avec le secteur privé. En ce qui concerne la collaboration entre les organismes des Nations Unies, le Canada attache de l'importance au programme de transformation, ainsi qu'aux évaluations en temps réel et aux enseignements.

24. **M^{me} Lepel** (Allemagne) s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne. Nombreux sont les collaborateurs du HCR sur le terrain qui prennent des risques considérables dans des contextes très difficiles et dangereux. Il serait bon de prévoir des compensations appropriées pour cette catégorie de personnel. L'Allemagne se félicite de la participation active du HCR au programme de transformation et souhaite que soient uniformisées les procédures concernant les partenaires d'exécution du Haut-Commissariat, ce qui faciliterait grandement la justification de l'emploi des fonds. Elle se félicite également des mesures prises par le HCR pour analyser les déplacements de populations et les lacunes du système de protection à terme. Elle appuie l'Initiative pour des solutions transitoires ainsi que la Solution stratégique pour les réfugiés afghans. Sur le plan financier, M^{me} Lepel fait observer qu'à l'heure de la mondialisation, les puissances émergentes devraient être conscientes de leurs responsabilités nouvelles, et constate avec satisfaction que le HCR élargit systématiquement son cercle de donateurs. En ce qui concerne la réinstallation, le nouveau programme récemment établi en Allemagne permet de proposer 300 places chaque année.

25. **M^{me} Batistić-Kos** (Croatie) dit que le HCR joue un rôle prépondérant dans la mise en œuvre du programme régional de logement et le règlement équitable, complet et viable de la situation des réfugiés dans la région. La donne ayant changé dans la région, il est temps d'examiner les dispositions de la Convention de 1951 relatives à la cessation du statut de réfugié, et la Croatie se félicite que le HCR en ait pris l'initiative.

26. **M. Bessler** (Suisse) dit que son pays se félicite du programme de recrutement de jeunes collaborateurs au HCR, et souligne l'importance du rôle de chef de file du HCR dans les situations de crise. La Suisse engage l'Organisation à continuer de renforcer ses capacités de gestion et de supervision, à établir une collaboration durable avec les organisations qui œuvrent à ses côtés et à mettre en place des mécanismes appropriés pour l'encadrement des partenaires d'exécution.

27. **M. Matthews** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) dit qu'entre 6 et 7 millions de réfugiés se trouvent dans une situation qui perdure, sans perspectives claires. Il note avec satisfaction que le Comité exécutif a choisi pour la session en cours de se pencher sur les besoins de certains des pays concernés, où les acteurs du développement et les agents humanitaires doivent ensemble concevoir des solutions durables. S'agissant de la coordination des activités du système humanitaire, l'évaluation en temps réel par le HCR de son Plan d'action régional en faveur des réfugiés syriens soulève des points intéressants et constructifs, et le Royaume-Uni attend avec intérêt les enseignements qui en seront tirés dans le cadre du partenariat avec les autres organisations. Le Royaume-Uni est satisfait des réformes que le HCR continue de mener et note que la gestion financière interne est désormais conforme aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) et que les comptes ont été approuvés par le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU. Il se félicite en outre des efforts accomplis par le Haut-Commissariat pour tenir compte des observations et des préoccupations des partenaires d'exécution et espère que les recommandations qui en découleront seront mises en œuvre à différents niveaux, notamment sur le terrain.

28. **M. Okada** (Japon) dit que son pays partage l'avis du HCR selon lequel les interventions dans les situations de conflit doivent être conçues dès le début pour favoriser le retour rapide des réfugiés, le relèvement et la reconstruction. Le Japon se félicite que le HCR se soit engagé dans le programme de transformation et espère qu'il participera activement à sa mise en œuvre sur le terrain. Le Japon continuera d'appuyer l'Initiative pour des solutions transitoires, car elle répond aux impératifs d'autonomie et de sécurité humaine. En ce qui concerne la réforme interne, le Japon se félicite de la réduction des coûts au siège, de la mobilisation de fonds provenant du secteur privé, de l'amélioration du

système de vérification comptable et du renforcement des capacités d'intervention d'urgence.

29. **M. Getahun** (Éthiopie) souscrit à la déclaration faite par le Mozambique au nom du Groupe des États d'Afrique. On compte actuellement en Éthiopie plus de 425 000 réfugiés somaliens, érythréens et soudanais dans 20 camps et le nombre de réfugiés devrait encore augmenter en 2013 et 2014. En ce qui concerne la Somalie, la communauté internationale devrait s'efforcer de remettre en état les infrastructures et d'appuyer le plan de développement du Gouvernement fédéral de façon à établir une paix durable. Les quelque 1 500 mineurs érythréens non accompagnés présents dans le camp de Mai Ani se trouvent dans une situation très préoccupante, car aucune disposition n'est prise pour répondre à leurs besoins. Pour des raisons de sécurité, le transfert des réfugiés loin des zones frontalières devrait être une priorité systématique. À cet égard, les réfugiés du Soudan du Sud sont en cours de transfert vers des camps situés à l'intérieur de l'Éthiopie. Depuis 2010, le Gouvernement éthiopien fait en sorte que des réfugiés érythréens, somaliens et soudanais puissent suivre des études supérieures. Pour mener à bien son programme en faveur des réfugiés, l'Éthiopie en appelle à la générosité de la communauté internationale.

30. **M. Anwari** (Observateur de l'Afghanistan) dit que le nombre de rapatriés afghans a diminué de 40 % en 2013 par rapport à l'année précédente et qu'il reste encore quelque 2 500 000 Afghans réfugiés à l'étranger. Au cours des dix dernières années, de nombreux progrès ont été accomplis dans les domaines du retour et de la réintégration des réfugiés, de l'éducation, de la santé, des infrastructures et des droits fondamentaux. Toutefois, 50 % des réfugiés qui se trouvent encore au Pakistan et en Iran sont nés à l'étranger et la plupart des autres ont passé plus de trente ans à l'extérieur de leur pays. En outre, près de 500 000 Afghans sont en situation de déplacement interne en raison du conflit. La mise en œuvre des programmes de développement économique et social à long terme est la clef de la poursuite des rapatriements volontaires et de la stabilisation de la population.

31. **M. Guterres** (Haut-Commissaire pour les réfugiés) convient que l'appui au rapatriement et aux communautés d'accueil locales a été moins efficace en ce qui concerne les réfugiés afghans et ajoute que le Haut-Commissariat fait tout son possible pour favoriser la réinstallation. Il espère que la réflexion sur l'apatridie menée par l'Afrique du Sud débouchera sur un résultat positif, félicite la Côte d'Ivoire pour sa décision de ratifier les Conventions de 1954 et 1961 relatives à l'apatridie, remercie l'Allemagne pour ses observations sur l'enregistrement des naissances et son appui, reconnaît avec la Croatie qu'il est temps d'appliquer la clause de cessation du statut de réfugié, fait remarquer que la sécurité humaine et la consolidation de la paix sont prioritaires pour le Haut-Commissariat comme pour le Japon et se félicite de l'engagement de ce dernier vis-à-vis de l'Afrique, apprécie le fait que l'Éthiopie maintienne ses frontières ouvertes et dit chercher une solution pour les mineurs érythréens non accompagnés. Il souhaite enfin que l'élection de 2014 en Afghanistan se déroule dans de bonnes conditions.

La séance est levée à 18 h 10.